

SHORT NEWS

Luxtram: Sankt Nikolaus auf Kirchberg

(rg) - „Dat ass awer wackeleg!“ Bei der Vorstellung der 1:1 „Maquette“ der zukünftigen Luxemburger Tram am vergangenen Montag hatte sich derart viel Prominenz eingefunden, dass den Veranstaltern fasst um ihr hübsches Modell hätte bange werden können. Bei seiner Eröffnungsrede hatte der Nachhaltigkeitsminister Gerichte entkräftet, denen zufolge die lebensgroße Ausführung des Luxtram extra zu PR-Zwecken mit teuren Steuergeldern hergestellt worden sei. Tatsächlich ist es üblich, bei solchen speziellen Prototypen ein Modell im Maßstab 1:1 anzufertigen, um das Finetuning bei der Innenausstattung entsprechend den Bedürfnissen des Endkunden hinzubekommen. Nur werden solche Modelle eben nicht aus den Endmaterialien, sondern aus leichtem Holz und Plexiglas gebaut und sind eigentlich nicht dazu gedacht, den Ansturm ganzer Lyzeumsklassen zu ertragen. Dass die Augen des Tram Designers Eric Rhinn dennoch glänzten, verwunderte nicht: Die Bürgermeisterin war voll Entzücken ob der Verschönerung, die das Stadtbild durch Trambahn erfahren wird. TramnutzerInnen profitieren von einem großzügigen Raumangebot und den enormen Glasflächen, die jedem zumindest ein Minimum an freier Sicht garantieren. Noch bis zum 31. Januar 2016 können Groß und Klein im Ausstellungspavillon, vor dem Auchan auf Kirchberg, in der Fahrekabine „Tramschauffer“ spielen. (Fast) Pünktlich zu den Feiertagen gibt es auch ein kleines Gratis-Modell aus Faltkarton.

2030 : un Agenda pour tous

(rg) - En septembre dernier, les États du monde se sont engagés, lors du sommet des Nations unies à New York, à atteindre 17 objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030. De « l'éradication totale de la pauvreté extrême », « la réduction des inégalités entre et à l'intérieur des pays », « la prise de mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques » à « un changement fondamental de la manière dont nos sociétés produisent et consomment des biens et services », le catalogue de ces objectifs est particulièrement ambitieux. Comme l'Agenda 2030 adopte une approche universelle et s'applique à tous les pays, le Luxembourg aussi est concerné. Pour ne pas rater le début d'un chantier aussi vaste, 12 organisations de la société civile luxembourgeoise viennent de remettre au ministre du Développement et au secrétaire d'État à l'Environnement une position commune. Elles y encouragent le gouvernement luxembourgeois à « faire du développement durable une priorité fondamentale et transversale, déterminant toutes les politiques gouvernementales (...), à élaborer une stratégie et une feuille de route nationale suivies de mesures concrètes, efficaces, étendues et cohérentes (...) ». Elles suggèrent de ne pas se cacher derrière les « spécificités » du Luxembourg mais de « les mettre en valeur pour réaliser les changements souhaités ». Il s'agirait de se détourner progressivement de la doctrine de la croissance économique à tout prix et d'examiner des voies de transition du modèle économique en place vers une économie plus diversifiée et socialement responsable. <http://cercle.lu/mettre-en-oeuvre-lagenda-2030-au-luxembourg>

Studienbeihilfen: Mathe-Nachhilfe für Staatssekretäre

(da) - Die Studierendenorganisation Unel wirft dem Staatssekretär für Hochschulwesen Marc Hansen Zahlengepansche vor. Anfang Dezember hatte Hansen eine „substanzielle“ Erhöhung der Studienbeihilfen angekündigt: 10,2 Millionen sollte sich die Regierung diese kosten lassen. So weit, so gut. Doch die Unel hat nachgerechnet: Nachdem 110 Millionen im Budget für 2015 vorgesehen waren, wurden für das akademische Jahr 2014/2015 schlussendlich gerade einmal 91,4 Millionen ausgegeben. Für das Jahr 2014 waren im Budget über 130 Millionen für Studienbeihilfen vorgesehen. Berechnet man einen Durchschnittswert der Jahre 2014 und 2015, bleiben die Ausgaben offenbar hinter den Berechnungen zurück. Damit wäre die angekündigte „Erhöhung“ lediglich eine Anpassung der tatsächlichen Ausgaben an die in der Planung vorgesehenen. Eine Tatsache, auf die die Unel den Staatssekretär sicher aufmerksam gemacht hätte, wenn sie an den Gesprächen zur Reform beteiligt gewesen wäre. Seitdem die Organisation eine gemeinsame Pressekonferenz mit Hansen und der Acel boykottierte, weil sie die Unterlagen dazu erst am Abend zuvor erhalten hatte, wird sie aber, eigenen Aussagen zufolge, nicht mehr in Gespräche eingebunden. Auch der OGBL beschwert sich darüber, nicht einbezogen worden zu sein.

AKTUELL

CONFÉRENCE CLIMATIQUE

Sur le fil du rasoir

Raymond Klein



Alors que la fin des négociations approche, beaucoup de points restent à éclaircir. Que ce soit en matière de justice ou d'efficacité, les résultats seront en deçà des attentes.

« En cette fin de COP21, une coalition forte Nord-Sud sur le financement manque vraiment », c'est ce qu'a constaté Alix Mazounie du « Réseau action climat France » (RAC) lors de la conférence de presse des ONG ce jeudi matin. Elle a ainsi mis le doigt sur un enjeu central des négociations : comment décliner le paradigme de la « différenciation ». Rappelons que dans la convention-cadre des Nations unies sur le climat (UNFCCC) originale de 1992, les signataires s'étaient engagés à lutter contre le changement climatique « selon leurs responsabilités communes mais différenciées, leurs capacités respectives et leur situation sociale et économique ». L'idée étant que les pays du Nord devaient leur richesse à 150 ans d'émissions de CO₂ sans restriction et demeuraient les plus gros émetteurs. À eux donc de faire un gros effort de réduction, et de contribuer financièrement au développement vert des pays du Sud.

Depuis, le monde a changé, insistent aujourd'hui les pays du Nord. Comme le présente une note explicative du site CarbonBrief.org, un pays comme la Chine est en train de rattraper son « retard » en termes d'émissions accumulées. Par ailleurs, de nombreux pays du Sud ont entre-temps acquis une puissance économique qui leur permet de financer eux-mêmes des projets verts, même dans d'autres pays. Faut-il alors revenir sur la répartition dichotomique des pays datant de 1992 ?

« Oui, mais », estime Paul Polfer, représentant le Klimabündnis luxembourgeois au sein de la délégation nationale au Bourget. « De toute façon, on ne peut pas autoriser les pays du Sud à continuer, comme nous auparavant, à utiliser pendant 150 années les énergies fossiles », constate-t-il. « Il faut que notamment le statut des pays émergents converge avec celui des pays industrialisés. » Mais Polfer n'entend pas jeter par-dessus bord l'idée de « différenciation » : « En matière de financement, les responsabilités ne doivent certainement pas être les mêmes. »

Pour une estimation équitable des devoirs des pays en matière d'émissions, de financement et au vu de leurs capacités à agir, il renvoie à un modèle développé par le Stockholm Environment Institute (<http://civilsocietyreview.org>). En comparant cette estimation avec les objectifs volontaires présentés à Paris, les « Intended Nationally Determined Contributions » (INDC), le résultat est affligeant. Des pays comme la Chine et l'Inde s'en sortent correctement, tandis que l'Europe, les États-Unis - mais aussi la Russie - font mauvaise figure. Polfer souligne tout de même que le Luxembourg, grâce à un engagement financier généreux, est relativement bien classé.

Quelle contrainte ?

Autre enjeu de la dernière ligne droite des négociations au Bourget : inscrira-t-on comme objectif la limitation du réchauffement à 1,5 au lieu de 2 degrés ? Les avis sur l'importance de ce point, y compris parmi les ONG, divergent. Au vu des INDC, qui nous amèneraient plutôt à 3 degrés, Polfer y voit un objectif symbolique. D'autres critiques jugent que, sans force juridique, le traité en train d'être conclu représente de toute façon un édifice très fragile. « Contraignant, avec des sanctions, ce serait l'idéal », estime Kaisa Kosonen, une des leaders de la délégation de Greenpeace au Bourget. Mais, à ses yeux, « l'ambition des actions décidées compte plus que ces formalités ». Et, de ce côté, beaucoup resterait à faire.

L'ambiance, en cette seconde semaine de négociations, n'est pas à l'optimisme. Échouera-t-on sur la question des engagements financiers que le Nord devrait concéder afin de faire accepter par le Sud des objectifs ambitieux en matière de réduction de CO₂ ? Pour l'eurodéputé vert luxembourgeois Claude Turmes, ce débat n'a pas lieu d'être : « Investir dans les énergies renouvelables n'est pas une punition, mais une opportunité », affirme-t-il. Non sans souligner qu'il faudra un coup de pouce international pour offrir aux pays du Sud des coûts de crédit corrects. Et tout cela sans contrainte juridique ? Certes, cela inquiète Polfer. « Mais j'ai un espoir, qui est aussi une crainte », dit-il. « L'impact de plus en plus palpable du changement climatique représentera une pression bien plus forte que toute contrainte formelle. »